FORVM GEOPOLITICA
Independent Commentary on a Fractured World



Comment un réseau pro-OTAN menace la souveraineté suisse

Le réseau suisse de l'OTAN

Administration, politique, armée, médias, think tanks… un vaste réseau cherche à lier toujours davantage la Suisse à l'UE et à l'OTAN. Les atlantistes occupent désormais les postes clés de l'État. Et une vague de purges est en cours, affirme l'ancien conseiller fédéral Ueli Maurer

Rafael Lutz

mer. 11 nov. 2026 10 min de lecture

Note de la rédaction : Nous republions cet article avec l'aimable autorisation du média suisse Sichtweisenschweiz

Pälvi Pulli, vice-directrice sortante du Secrétariat d'État à la politique de sécurité (SEPOS), est originaire de Finlande. Arrivée en Suisse au début de la vingtaine, elle a travaillé dans des bars, un métier qui lui plaisait. Pulli (née en 1971) a étudié à

l'Université de Neuchâtel (mémoire de fin d'études : « Interventions de l'armée contre sa propre population »). Elle a ensuite connu une ascension fulgurante au sein du DDPS, pour lequel elle a commencé à travailler en 1999. En 2018, elle est devenue responsable de la politique de sécurité au DDPS, se retrouvant ainsi aux commandes du pouvoir suisse et façonnant depuis lors la politique de sécurité du pays. Elle a succédé à son ancien compagnon, Christian Catrina, que le journal *Die Weltwoche* avait un jour qualifié d'« aubaine pour tout agresseur ». Pulli comme Catrina sont des atlantistes typiques, qui n'ont guère d'affinité avec la neutralité suisse. Après 2022, Pulli a exprimé à plusieurs reprises son incompréhension face au refus de Berne de livrer des armes à l'Ukraine.

Intervention contre le livre

Dans mon livre « Le réseau de l'OTAN en Suisse », je soulève la question de savoir si les relations de Pulli ont favorisé son ascension au sein du DDPS. Une audace aux yeux de cette haute responsable militaire. Avant même la parution du livre, le 19 août 2026, un premier avertissement trônait déjà sur le bureau de mon éditeur, Christoph Pfluger. Exigence : la censure de l'intégralité du chapitre. L'avocate de Pulli, Rena Zulauf, est intervenue avec succès auprès des grands libraires suisses contre cet ouvrage, qui a été indisponible pendant plusieurs semaines chez Orell Füssli, Ex-Libris et autres. Pulli a donc dû lire « Le réseau de l'OTAN en Suisse » très attentivement. Pourquoi est-ce que j'écris cela ? En tant que responsable de la politique de sécurité, Pulli n'a pas lu le contrat relatif au F-35.

Selon le rapport de la Commission de gestion (GPK), publié le 8 septembre 2026, elle a « animé » en décembre 2021 plusieurs conférences en ligne entre le Département fédéral de la défense (DDPS), compétent en la matière, et la partie américaine, afin de négocier des éléments de langage communs sur le prix fixe. Pulli a elle-même déclaré qu'elle avait été chargée de cette mission « en raison de son titre d'ambassadrice et de son expérience en la matière ». Elle affirmait ne pas connaître le texte du contrat. *Weltwoche* a récemment résumé la situation en ces termes : « La responsable de la politique de sécurité de l'époque a siégé à la table des négociations avec les Américains, dans un rôle et une fonction de direction, afin de s'accorder sur une communication commune concernant le mécanisme de prix, sans avoir lu le texte du contrat. » Le contrat d'achat, auquel Pulli ne s'est pas intéressée, coûte aujourd'hui plusieurs milliards de frais supplémentaires aux contribuables suisses. Mais Pulli est loin d'être la seule à ne pas avoir consulté le contrat.

Il ressort en outre du rapport de la Commission de gestion (GPK) que la conseillère fédérale Viola Amherd n'a lu « que certaines parties » du contrat. Le chef d'état-major Davide Serrago ne l'a même « pas lu ». Le secrétaire général de l'époque, Toni Eder, ne l'a « pas lu dans son intégralité ». Et Darko Savic, chef de projet chez Armasuisse pour l'acquisition des nouveaux avions de combat (également surnommé « Monsieur Avion de combat »), ne l'a pas lu non plus. C'est pourtant ce même Savic qui a signé le contrat. En novembre 2021, Savic a déclaré lors d'une conférence de presse : "Pour l'acquisition des F-35, nous bénéficions de prix fixes, et l'inflation est incluse dans ces prix fixes. Ce type de risques n'est pas à notre charge." En d'autres termes : il n'y a pas de coûts supplémentaires pour nous, les Suisses, nous ne paierons pas plus de six milliards de francs, comme cela avait été annoncé lors du référendum, tel était le message de Savic. Des fausses informations, comme nous le savons depuis longtemps. Les électeurs ont été trompés.

Savic s'en moque. Il profite aujourd'hui de l'accord qu'il a contribué à mettre en place. Savic occupe désormais le poste de « Director Program Management Business Aviation » chez Pilatus ; le constructeur aéronautique de Nidwald tire profit d'accords de compensation lucratifs avec Lockheed Martin. Pilatus développe notamment un programme d'entraînement pour l'avion de combat F-35. Début 2025, Savic a décidé de prendre les devants. Et avec lui, la cheffe du DDPS Viola Amherd, l'ancien chef de l'armée Thomas Süssli ainsi que le commandant des Forces aériennes suisses, Peter Merz. Tous ont quitté le navire F-35 en perdition et continuent désormais à peaufiner leur carrière. Merz est aujourd'hui PDG de Skyguide, tandis que Süssli souhaite désormais se lancer en politique.

Pourquoi est-ce que je mentionne cela ? Parce que les exemples de hauts cadres de l'administration qui pensent d'abord à eux-mêmes, plutôt qu'aux intérêts de la Suisse, se multiplient. Leur priorité, c'est leur porte-monnaie et leur propre carrière. On observe aujourd'hui, dans des départements importants comme le DFAE ou le DDPS, c'est-à-dire aux postes clés de la politique étrangère suisse, de plus en plus d'atlantistes peu attachés à la neutralité de la Suisse. Ce sont des fonctionnaires qui poussent à un arrimage aussi rapide que possible à l'OTAN, et aussi à l'UE, dans le domaine de la sécurité, et qui veulent se coordonner toujours davantage avec Bruxelles.

> *"Ce qui est en train de se passer n'est rien de moins qu'un coup d'État silencieux."*
>
> *RAFAEL LUTZ, AUTEUR*

Les partisans de l'OTAN au sein de l'administration

En 2022, Benno Zogg occupe le poste de directeur de recherche en « Sécurité suisse et euro-atlantique » à l'EPF de Zurich lorsqu'il recommande au Conseil fédéral, dans le rapport complémentaire sur les conséquences de la guerre en Ukraine, de renforcer la coordination avec l'OTAN. Il est aujourd'hui «chef de la stratégie et de l'anticipation» au sein du DDPS de Martin Pfister et dirige également le groupe de travail interdépartemental sur les activités d'influence et la désinformation (IDAG). Zogg envisage de censurer les médias russes.

L'Allemande Anna Lina-Müller est directrice générale du think tank de centre-gauche « Foraus » en 2022, lorsqu'elle milite, en tant que membre d'un groupe d'experts au sein du DFAE d'Ignazio Cassis, en faveur de livraisons d'armes à l'Ukraine. Aujourd'hui, Müller, que le Tages-Anzeiger a déjà qualifiée de femme «spécialisée dans l'explication du monde», est diplomate au sein de la division Europe du Département fédéral des affaires étrangères et milite en faveur d'un rapprochement de la Suisse avec l'OTAN et l'UE. Elisa Cadelli, quant à elle, est présidente de Foraus en 2024, lorsqu'elle s'est engagée, en tant qu'experte au sein de la commission d'étude sur la politique de sécurité de Katja Gentinetta, en faveur d'une coopération encore plus étroite avec l'alliance militaire occidentale. Aujourd'hui, elle travaille au DFAE, où elle poursuit sa carrière diplomatique.

Dans la Confédération, on forme une nouvelle génération de jeunes militaires et de diplomates dont la solidarité va avant tout à Kiev et à Bruxelles. Ce n'est rien de moins qu'un coup d'État silencieux qui est en cours. Un réseau de l'OTAN tentaculaire, parfaitement connecté à l'appareil du pouvoir à Berne, gouverne la Suisse et contrôle aussi les principales ONG, les médias et les grandes entreprises du pays. Les diplomates et militaires chevronnés qui défendent la neutralité sont écartés de l'administration. « Une vague de purge est en cours », met en garde l'ancien conseiller fédéral Ueli Maurer. Le Département fédéral des affaires étrangères d'Ignazio Cassis, où l'ouvrage de Carl Spitteler « Le point de vue suisse » faisait autrefois partie des lectures incontournables pour les futurs diplomates, attribue désormais les postes clés presque exclusivement à des partisans de l'OTAN.

Les fonctionnaires de Kiev complotent contre Berne

Les atlantistes de la Berne fédérale veulent intégrer toujours plus étroitement la Confédération aux structures de l'OTAN et de l'UE. Tandis que Berne sanctionne Moscou, le Conseil fédéral soutient Kiev plus que tout autre pays neutre. D'ici 2036, le gouvernement Zelensky recevra de la Berne fédérale cinq milliards de francs pour la reconstruction. En guise de remerciement, l'Ukraine ne cesse

d'intriguer contre la Suisse et de la déstabiliser. Des membres de la délégation ukrainienne au Conseil de l'Europe ont tenté d'empêcher l'élection d'Alain Berset au poste de secrétaire général de l'institution, et de faire condamner la Suisse parce que ses banques géraient des fonds de riches Russes. À Vienne, des Ukrainiens ont mené une opération de renseignement visant à discréditer, par la désinformation, les bons offices de la Suisse neutre au sein de la mission de l'OSCE. À Berne, Iryna Venediktova, ambassadrice d'Ukraine en Suisse, s'érige quant à elle en censeur de la scène culturelle. En 2024, elle a empêché la projection du film « Russians at War » au Zurich Film Festival (ZFF). Les conséquences de la politique anti-neutralité menée aujourd'hui par la Berne fédérale ne pourraient être plus désastreuses. Au cours des dernières décennies, les élites suisses ont massivement affaibli la défense nationale et réduit l'effectif réglementaire de l'armée à environ 100 000 soldats aujourd'hui, soit un sixième de celui de la guerre froide. Et c'est précisément maintenant que Berne se laisse entraîner toujours davantage dans la guerre en Ukraine.

« La Suisse indépendante continuera de se gouverner elle-même », lança en 1848 Jonas Furrer, premier président de la Confédération, aux grandes puissances européennes. La Prusse, l'Autriche-Hongrie et la France, qui soutenaient alors le Sonderbund, venaient de menacer la Suisse d'une invasion militaire. Au Conseil fédéral, l'esprit de Furrer s'est perdu. Les anciennes grandes puissances du « vieux continent » réarment aujourd'hui en vue d'une guerre contre la Russie, puissance nucléaire. Le ministre des Affaires étrangères Ignazio Cassis et le ministre de la Défense Martin Pfister, qui voient d'un mauvais œil la neutralité et la souveraineté suisses, leur emboîtent le pas. Le Conseil fédéral juge sans alternative une coopération encore plus étroite en matière de sécurité avec les élites politiques de Paris et de Berlin, pourtant à terre sur les plans économique et politique. Avec Friedrich Merz, le chancelier le plus impopulaire de l'après-guerre, et le président français Emmanuel Macron, politiquement fini, la Berne fédérale oriente ses mesures vers une guerre contre la Russie. Le Service de renseignement de la Confédération (SRC) veut « réduire au minimum les capacités de la Russie en Europe, y compris en Suisse ». La différence avec l'objectif de guerre de l'OTAN, « affaiblir la Russie », n'est plus que sémantique.

Ce qui est en jeu, ce n'est rien de moins que la Suisse, sa souveraineté et sa neutralité. Le net refus de l'initiative sur la neutralité, le 27 septembre 2026, ne laisse rien présager de bon. Elle aurait pourtant permis de corriger, au moins en partie, ce cap funeste.



Crédits photos : photo de couverture et jaquette : édition Zeitpunkt.

Commander le livre : Rafael Lutz, Le réseau de l'OTAN en Suisse – Ceux qui sacrifient la neutralité aux intérêts des grandes puissances. 132 pages, édition Zeitpunkt, 2026, 18 francs.

Le journaliste d'investigation Rafael Lutz dévoile les acteurs du réseau de l'OTAN en Suisse, dissèque la stratégie de sécurité 2026 et pose la question suivante : qui profite de la fin de la neutralité ? Un pamphlet sans concession, étayé par des sources – destiné à tous ceux qui veulent savoir avant qu'il ne soit trop tard.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse L'OTAN Pulli, Pälvi Amberd, Viola